

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITY

LTF

SVC
ServiceFFFFF
RoutineSSSSS
PriorityPRIORITE
NATIONSPriorité Nations traffic
is strictly limited.

NR

(Address es)

ONUC ELISABETHVILLE
LULUABOURG~~ALBERTVILLE~~

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

TAB/206

HALBERT, SCHILLER, SCHMID FROM SAUNDERS. PLEASE ADVISE URGENTLY
NUMBER OF DEPENDENT WIFE AND CHILDREN OF EXPERTS YOUR AREA

2,500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.

T. O. D.

BY: EC/dmp

Drafted by : E. Cacouris
Authorized : J.M. Saunders
Date : 8 May 1964J ORG 130/1/3 EVILLE
LULU
AVILLE

INDICATE
PRIORITY

L T F	S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	------------------	----------------------	-----------------------	----------------------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

(Address es)

ONUC, ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

TAB/192

HALBERT FROM POLGAR SAUNDERS. IN HIS REPORT RE TAB SETUP IN ELISABETHVILLE SCHMID RECOMMENDED THAT AAA A NUMBER OF HOUSES CURRENTLY OCCUPIED BY MILITARY BE RETAINED FOR EXPERTS INTERESTED IN RENTING ANY OF THEM. WE AGREE THIS PROPOSAL AND REQUEST YOU ACT ON IT. EXISTING SCHEME OF DEDUCTIONS FOR RENT AND UTILITIES SHOULD BE APPLIED, THOUGH YOU SHOULD ADVISE EXPERTS INTERESTED IN OCCUPYING UN HOUSES THAT WE ARE CONSIDERING POSSIBILITY OF ADOPTING LATER ON ARRANGEMENT WHEREBY TENANTS PAY ACTUAL RENT, UTILITIES AND OTHER COSTS PLUS A SMALL PERCENTAGE FOR OVERHEAD BBB TAB USE VILLA AT 781 AVENUE FROMONT CURRENTLY USED AS MESS FOR ETHIOPIANS FOR ADMINISTRATIVE AND AGENCY OFFICES. YOUR COMMENTS WILL BE APPRECIATED. ALSO ADVISE WHETHER ^{TERMINATION} NOTICE RE CONTRACT HAS BEEN GIVEN AND PROVIDE ESTIMATE FOR RECONDITIONNING AND INSTALLING IRON BARS IN WINDOWS

T. O. R.

T. O. D.

BY: EC/dmp

Drafted by :

Authorized : E. Caceuris
J.M. Saunders

Date : 5 May 1964

Mr. Gacouris
action
904/V
SDM 270
 ORG 130/1/3 EVIUA
 MAY 4 1964
ACTION
 RECEIVED
 1964 MAY -2 PM 12:32
 TO: *Mr. Saunders*
 1
 3
 1964 MAY 3
☒ - Action Completed
☐ - Action Wedged
☐ - No Action Required
 IN: *Q*

VV LEO044ELIO24 UU

FF 4UC75

DE 4UC90 24 02/0952Z

FM ONUC ELI

TO ONUC LEO

BT

ROUTINE

UNCLAS ADMEL 508 SAUNDERS FROM HALBERT. INFO BRINKMAN. REUR MEMO CIV
 OPS 675/64 OF 16 APRIL GADA DEPARTED YESTERDAY FOR AVILLE BUT
 INSTALLATION OF TELETYPE COMPLETED TODAY BY PTT TECHNICIANS.
 OUR TELETYPE PTT NUMBER IS 53 PLEASE ADVISE YOUR NUMBER AND PROVIDE
 INSTRUCTIONS REGARDING USE OF TELETYPE MACHINE AND DATE IT IS TO
 GO INTO OPERATION

CFN ADMEL 508 CIVOPS 675/64 Y6 53

BT

NNNN



TELEGRAM DELIVERED	
<input checked="" type="checkbox"/> C.F.O.	<input checked="" type="checkbox"/> I.L.O.
<input checked="" type="checkbox"/> C.F.I.	<input type="checkbox"/> S.W.I.C.
<input checked="" type="checkbox"/> PUB. W.	<input type="checkbox"/> MAILOPS.
<input type="checkbox"/> T.C.S.	<input type="checkbox"/> P.Y.
<input type="checkbox"/> G.M.O.	<input type="checkbox"/> F.A.O.
<input type="checkbox"/> ACC. W.	<input type="checkbox"/> I.T.U.
<input checked="" type="checkbox"/> C.F.O.	<input type="checkbox"/> W.M.O.
<input type="checkbox"/> C.PROC.	<input type="checkbox"/> WELFARE
<input type="checkbox"/> C.G.S.	<input type="checkbox"/> MILITARY RECIPIENT

IRPT -

ONUC LEOPOLDVILLE

P -5604/416 ALBERTVILLE 23/19 24 1000 RECU PARPOSTE -

68/ALLEO SAUNDERS FROM SCHMID STOP REUR TAB/171 STOP REFER MY
REPORT DATED 17 APRIL PARA 111/13-18 STOP -

CFM 5604/416 68/ALLEO TAB/171 17 111/13-18 STOP

Edisabeth, 16
APR 30 1964 *OK 130/1/3*
ACTION *Wille*

no lacours
? cwe
ge

TO:	<i>Mr. Saunders 162</i>
1	
2	
3	
<input type="checkbox"/> - Action Completed	
<input type="checkbox"/> - Acknowledged	
<input checked="" type="checkbox"/> - No Action Required	
INITIALS	<i>[Signature]</i>

See also our cable TAB/192



ROUTING SLIP

INFORMATION

2. Mr. Osorio-Tafall ✓

1. Mr. Brooks ✓

~~Mr. Saunders~~ p1/v

Mr. Zelleke

~~Mr. Pichler~~

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

ORG 130/1/3 E/vill

O/ref : G/5

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

B. Smith

Leopoldville April 23, 1964

To : Mr. A. Gilpin, Acting Chief Civilian Operations

From : David Luscombe, Chief of I.L.O. Mission

Subject : Katanga Strike

cc. : Mr. J. Brooks, Deputy Chief Civilian Operations

... I beleive you might be interested in the attached note in
the strike in Katanga forwarded yesterday by our expert in Labour
Inspection at Elisabethville.

[Signature]
David Luscombe

cc. sent
to Sherry
24/4

Note d'information

Sujet : grève Union Minière du Haut Katanga
Date : 22 avril 1964
De : J. Waille, expert BIT
A : Représentant ONU à Elisabethville
Chef Mission BIT à Léopoldville

Vendredi 17 avril 1964 :

Le personnel de l'atelier central de l'UMHK à J'Ville s'est mis en grève ce vendredi à 12 h.30, entraînant le débrayage dans l'après-midi du personnel du magasin central et du chantier Pandan.

Samedi 18 avril 1964 :

La grève s'étendait à l'Usine de Shituru.

A la demande de la Direction générale UMHK l'expert a accompagné M. M'Buyu, Inspecteur du travail à Eville et à retrouver à J'ville M. le Ministre du travail du Katanga Oriental qui s'est déplacé en vue d'obtenir l'arrêt de la grève.

Une réunion a groupé à 12 h.30 la Direction UMHK J'ville, le Comité d'entreprise élargi (soit environ 30 délégués), le Ministre Kalunga, le Secrétaire provincial UTC, au total une soixantaine de personnes.

La délégation du personnel expose ses revendications, relèvement des salaires de l'ordre de 100 % pour correspondre à l'augmentation du coût de la vie; refus de la distribution gratuite de farine de maïs considérée comme un retour à la pratique de la ration réputée "colonialiste".

Le Ministre Kalunga répond que le salaire minimum et les salaires en général sont bloqués par ordre de l'autorité centrale à Léo, mais que compte tenu de la hausse anormale du coût de la vie et spécialement des denrées de première nécessité, comme la farine de maïs qui vient de passer de 1.200 fr. à 1.850 fr. le sac, il interviendra lui-même auprès du Ministère central et du Premier Ministre du Gouvernement central pour que soit autorisée une augmentation raisonnable de l'ensemble des salaires. Il invite les grévistes à reprendre le travail immédiatement.

Le Comité accepte la reprise, à condition de recevoir satisfaction à ses revendications et considérant que l'accord de principe est réalisé entre patronat et travailleurs demande par publique adresse, diffusée dans la Cité UM, que les postes de travail soient repris partout à partir de 14 heures. Il ajoute "nous avons gagné complètement", ce quimmam semble prématuré.

Le Ministre s'adresse à la population, lui demandant de reprendre sa tâche, de demeurer calme et disciplinée et s'engage à obtenir le maximum au profit des grévistes.

A 14 heures, aucun travailleur n'a repris son poste. Le soir et le lendemain dimanche, aucun signe de reprise.

Des tracts manuscrits, non signés, en swahili, invitent au contraire les travailleurs à maintenir la grève; des piquets arrêtent les quelques travailleurs qui se rendent à l'usine et les obligent à s'en retourner.

Il apparaît clairement que le Comité d'entreprise ne représente PAS les travailleurs et que manifestement ses décisions ne sont pas suivies par la masse. Les directives proviennent d'ailleurs. La Direction UMHK et la Sûreté déclarent ignorer quels sont les responsables de ce mouvement et reconnaissent ne savoir à qui s'adresser.

Lundi 20 avril 1964 :

Le travail n'a pas repris dans les entreprises touchées par la grève et le débrayage s'étend aux usines de Kipushi, Kambove, Kolwezi et Kakanda; SOGECHIM et METALKAT à Kolwezi sont atteints. Seul, Lubumbashi à Eville travaille.

Il semble que les travailleurs attendent une réponse concrète et définitive, notamment que le taux d'augmentation soit fixé pour décider s'ils reprennent le travail.

L'ASSEKAT refuse de discuter en pleine grève sauvage avec les représentants des travailleurs "à chaud" et de ce fait en condition d'infériorité. Elle a sollicité fermement de Léo l'autorisation d'augmenter les salaires qui lui a été refusée, sous le prétexte que cette augmentation ruinerait l'effort de stabilisation monétaire. Ce refus est maintenu par le Premier Ministre, en dépit du risque que comporte la poursuite et l'extension de la grève.

Le Ministre katangais de la Justice, M. G. Munongo, par la presse, invite fermement les travailleurs UMHK à reprendre le travail au plus tard mardi matin 21 avril, sous peine de poursuites pour atteinte à la sécurité et à l'économie du pays. Il demande à l'UMHK et aux autres entreprises du pays de réajuster immédiatement les salaires, en fonction de l'index du coût de la vie; il refuse de suivre les directives du Gouvernement central sur le blocage des salaires, inacceptable en raison de la hausse des prix et de la diminution du pouvoir d'achat du salarié.

De son côté, le Ministre provincial du travail, M. Kalunga, adresse un télex à Léo, soulignant la nécessité d'un relèvement des salaires.

Mardi 21 avril 1964 :

La Minoterie de J'ville entre en grève; aucune reprise du travail. Seule, l'Usine de Lubumbashi continue de fonctionner.

Le Gouvernement central répond aux télex de l'UMHK et de l'ASSEKAT par un refus catégorique et inconditionnel d'autoriser l'augmentation des salaires.

Le texte de cette réponse, que l'UMHK voulait communiquer aux travailleurs, n'est pas publié par prudence, sur le conseil des inspecteurs du travail.

Mercredi 22 avril 1964 :

Les usines AFRIDEX (explosifs), à J'ville, CIMENKAT, à Lubudi seraient en grève aujourd'hui; la SOGELEC aurait suivi le mouvement.

L'ASSEKAT signale cependant qu'une reprise partielle à Kolwezi est notée, où, par exemple, METALKAT aurait repris son activité à 95 %, ainsi qu'à J'ville et que dans l'ensemble une tendance générale à la reprise se dessinerait, à la suite de l'arrestation de quelques meneurs. D'autres arrestations sont attendues. (Ce renseignement n'a pas été confirmé.)

Jacques Waille

Eville le 22-4-64
JW/MS

Note d'information

Sujet : Grève Union Minière du Haut Katanga
Date : 22 avril 1964
De : J. Waille, expert BIT
A : Représentant ONU à Elisabethville
Chef Mission BIT à Léopoldville

Vendredi 17 avril 1964 :

Le personnel de l'atelier central de l'UMHK à J'ville s'est mis en grève ce vendredi à 12 h.30, entraînant le débrayage dans l'après-midi du personnel du magasin central et du chantier Pandas.

Samedi 18 avril 1964 :

La grève s'étendait à l'Usine de Shituru.

A la demande de la Direction générale UMHK l'expert a accompagné M. M'Buyu, Inspecteur du travail à Eville et à retrouver à J'ville M. le Ministre du travail du Katanga Oriental qui s'est déplacé en vue d'obtenir l'arrêt de la grève.

Une réunion a groupé à 12 h.30 la Direction UMHK J'ville, le Comité d'entreprise élargi (soit environ 30 délégués), le Ministre Kalunga, le Secrétaire provincial UTC, au total une soixantaine de personnes.

La délégation du personnel expose ses revendications, relèvement des salaires de l'ordre de 100 % pour correspondre à l'augmentation du coût de la vie; refus de la distribution gratuite de farine de maïs considérée comme un retour à la pratique de la ration réputée "colonialiste".

Le Ministre Kalunga répond que le salaire minimum et les salaires en général sont bloqués par ordre de l'autorité centrale à Léo, mais que compte tenu de la hausse anormale du coût de la vie et spécialement des denrées de première nécessité, comme la farine de maïs qui vient de passer de 1.200 fr. à 1.850 fr. le sac, il interviendra lui-même auprès du Ministère central et du Premier Ministre du Gouvernement central pour que soit autorisée une augmentation raisonnable de l'ensemble des salaires. Il invite les grévistes à reprendre le travail immédiatement.

Le Comité accepte la reprise, à condition de recevoir satisfaction à ses revendications et considérant que l'accord de principe est réalisé entre patronat et travailleurs demande par publique adresse, diffusée dans la Cité UM, que les postes de travail soient repris partout à partir de 14 heures. Il ajoute "nous avons gagné complètement", ce quinquain semble présaturé.

Le Ministre s'adresse à la population, lui demandant de reprendre sa tâche, de demeurer calme et disciplinée et s'engage à obtenir le maximum au profit des grévistes.

A 14 heures, aucun travailleur n'a repris son poste. Le soir et le lendemain dimanche, aucun signe de reprise.

Des tracts manuscrits, non signés, en swahili, invitent au contraire les travailleurs à maintenir la grève; des piquets arrêtent les quelques travailleurs qui se rendent à l'usine et les obligent à s'en retourner.

Il apparaît clairement que le Comité d'entreprise ne représente PAS les travailleurs et que manifestement ses décisions ne sont pas suivies par la masse. Les directives proviennent d'ailleurs. La Direction UMHK et la Sécurité déclarent ignorer quels sont les responsables de ce mouvement et reconnaissent ne savoir à qui s'adresser.

Lundi 20 avril 1964 :

Le travail n'a pas repris dans les entreprises touchées par la grève et le débrayage s'étend aux usines de Kipushi, Kambove, Kolwezi et Kakanda; SOGECHEM et METALKAT à Kolwezi sont atteints. Seul, Lubumbashi à Eville travaille.

Il semble que les travailleurs attendent une réponse concrète et définitive, notamment que le taux d'augmentation soit fixé pour décider s'ils reprennent le travail.

L'ASSEKAT refuse de discuter en pleine grève sauvage avec les représentants des travailleurs "à chaud" et de ce fait en condition d'infériorité. Elle a sollicité fermement de Léo l'autorisation d'augmenter les salaires qui lui a été refusée, sous le prétexte que cette augmentation ruinerait l'effort de stabilisation monétaire. Ce refus est maintenu par le Premier Ministre, en dépit du risque que comporte la poursuite et l'extension de la grève.

Le Ministre katangaïs de la Justice, M. G. Munongo, par la presse, invite fermement les travailleurs UMHK à reprendre le travail au plus tard mardi matin 21 avril, sous peine de poursuites pour atteinte à la sécurité et à l'économie du pays. Il demande à l'UMHK et aux autres entreprises du pays de réajuster immédiatement les salaires, en fonction de l'index du coût de la vie; il refuse de suivre les directives du Gouvernement central sur le blocage des salaires, inacceptable en raison de la hausse des prix et de la diminution du pouvoir d'achat du salarié.

De son côté, le Ministre provincial du travail, M. Kalunga, adresse un télégramme à Léo, soulignant la nécessité d'un relèvement des salaires.

Mardi 21 avril 1964 :

La Minoterie de J'ville entre en grève; aucune reprise du travail. Seule, l'Usine de Lubumbashi continue de fonctionner.

Le Gouvernement central répond aux téléx de l'UMHK et de l'ASSEKAT par un refus catégorique et inconditionnel d'autoriser l'augmentation des salaires.

Le texte de cette réponse, que l'UMHK voulait communiquer aux travailleurs, n'est pas publié par prudence, sur le conseil des inspecteurs du travail.

Mercredi 22 avril 1964 :

Les usines AFRIDEX (explosifs), à J'ville, CIMENKAT, à Lubudi seraient en grève aujourd'hui; la SOGELEC aurait suivi le mouvement.

L'ASSEKAT signale cependant qu'une reprise partielle à Kolwezi est notée, où, par exemple, METALKAT aurait repris son activité à 95 %, ainsi qu'à J'ville et que dans l'ensemble une tendance générale à la reprise se dessinerait, à la suite de l'arrestation de quelques meneurs. D'autres arrestations sont attendues. (Ce renseignement n'a pas été confirmé.)

Jacques Waille

Eville le 22-4-64
JW/MS

INDICATE
PRIORITY

L T F		S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	P R I O R I T E N A T I O N S	
-------	--	------------------	----------------------	-----------------------	----------------------------------	--

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

(Address es)

ONUC — ALBERTVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

TAB/171

SCHMID FROM SAUNDERS. CABLE ME YOUR ADVICE ON FOLLOWING RECEIVED
FROM HALBERT. QUOTE: WE ARE NOW PREPARING TO CANCEL CONTRACTS
FOR RENTED PREMISES. ADVISE WHETHER YOU WILL REQUIRE OFFICE
ACCOMMODATION FOR EXPERTS AFTER CLOSURE OF PRESENT HQ BUILDING.
IF SO HOW MANY OFFICES: UNQUOTE.

cc; Mr. Cacouris.

T.O.R.

T.O.D.

BY:

Drafted by :

Authorized :

Date :

J.M. Saunders

J.M. Saunders

22/4/1964

JS/jo

INDICATE
PRIORITY

L T F	S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	------------------	----------------------	-----------------------	----------------------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

(Address es)

ONUC - ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

TAB/170

HALBERT FROM SAUNDERS YOUR ADMEL 447. HAVE ASKED SCHMID CABLE
ME HIS ADVICE FOLLOWING YOUR DISCUSSIONS LAST WEEK AND WILL
REPLY SHORTLY.

cc: Mr. Cacouris

C. 81471

T. O. R.

T. O. D.

BY:

JS/jc

Drafted by :

Authorized :

Date :

J. Saunders

J. Saunders

22/4/1964

ACTION

NNNN

ACTION
CIVILIAN | MILITARY

CV-ops

VV

LE005841031

UU

SS 4UC 75

DE 4UC 90 31 20/1528Z

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ADMEL 447 SAUNDERS FROM HALBERT [WE ARE NOW PREPARING TO
CANCEL CONTRACTS FOR RENTED PREMISES. ADVISE WHETHER YOU WILL
REQUIRE OFFICE ACCOMMODATION FOR EXPERTS AFTER CLOSURE OF PRESENT
HQ BUILDING. IF SO HOW MANY OFFICES]

CFN ~~ADMEL~~ 447

BT

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:

NNNN

CivOps 730/64

22 April 1964

To : Mr. S. Halbert, Senior Administrative Officer, Elisabethville
From : John M. Saunders, Deputy Chief Administrative Officer
(Civilian Operations)
Subject : Installation and testing of Collins Transceiver

1. As you are aware, with the departure of the troops and the phase out of the ONUC operation, a number of services that were being provided by the latter will no longer be available to the TAS office. Substitutes are therefore being sought and one of the first that I am concerned with is a system of efficient communications within and between the various field stations and Headquarters, Leopoldville.

2. After the withdrawal of ONUC troops from certain field stations and the consequent cessation of the independent system of communications they provided, we should use the Government's Ministry of PTT facilities as fully as possible. The Government is now completing, with the aid of ITU experts, a system of 'telex' communication connecting the following cities and towns: Coquilhetville, Bukavu, Elisabethville, Leopoldville, Lulushourg and Stanleyville. This system is being installed at the local PTT centre of each of the above cities and will link them directly with each other. By special arrangement, each of the UN offices in these locations will be linked by cable to the local PTTs and the necessary telex machine installed in the UN office. The operation of this equipment is very simple and does not require the services of a specialized staff member. A person who can type on a typewriter can easily operate it. Its maintenance will be the responsibility of the ITU experts.

3. The completion of the installation of the 'Telex' in the above cities was estimated at eight weeks 'in principle' and the first station, Stanleyville, has been operative since last week. Other arrangements are being made to cover the lapse of time between now and the time the regular 'Telex' system will be installed in your area. These arrangements cover the installation of telegraph and voice communication systems which will have a two-fold use as follows:

(a) serve as a regular means of communication between your field station and headquarters, Leopoldville, until the time the 'Telex' is installed, although it may not be able to carry all regular traffic alone - this question we can only settle by test;

(b) after the installation of the 'Telex', serve as an emergency means of communication with headquarters, Leopoldville, in the event of temporary interruption in the 'Telex' system or for reasons of security in connection with the protection of UN personnel and property.

4. In view of the above, a staff member of ONUC Communications Unit will visit your station and carry out the following tasks:

- (a) install a 'Collins' Transmitter/Receiver and amplifier;
- (b) operate and test this apparatus by establishing direct contacts with Leopoldville and possibly other stations;
- (c) report on the efficiency and reliability of the system based on the period of testing and submit his recommendations regarding improvements, etc.;
- (d) train a designated staff member in the operation of the set. Written tuning and other instructions will be provided. As soon as possible, the designated staff member should take active part in the testing and insure its continuation.

5. The purpose of this testing is to assess the efficiency of this line of communication. The maintenance, repairs, tuning-up, etc. will be arranged to be done by staff of UN agencies available in the area.

6. Your comments in connexion with the above during and/or after the testing will be appreciated.

7. In addition to the above, it will be appreciated if you will explore the means of communication available locally between your city and all locations where UN and agency staff members and teachers under UNESCO guarantee contracts are stationed and the best possible way to exchange messages with them in cases of emergency. Possible arrangements might be the local PTI network, communication lines and equipment of private firms and of religious missions, etc. Your earliest report in this respect will be appreciated. It should include such information as the number of staff (including families) concerned, by location, the means of communications currently available, their reliability and what arrangements are suggested to be made if a local service is inexistent or unreliable.

cc: Mr. R. Polgar
Mr. G. Brinkman

NNNN	ACTION	
	CIVILIAN	MILITARY
VV	LE0056ELI031	UU

026 130/13 EVILLE

RECEIVED

1500 APR 20 / 1964

005542

SS 4UC 75

DE 4UC 90 31 20/1528Z

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ADMEL 447 SAUNDERS FROM HALBERT WE ARE NOW PREPARING TO
 CANCEL CONTRACTS FOR RENTED PREMISES. ADVISE WHETHER YOU WILG
 REQUIRE OFFICE ACCOMMODATION FOR EXPERTS AFTER CLOSURE OF PRESENT
 HQ BUILDING. IF SO HOW MANY OFFICES

CFN ADMEL 447

BT

NNNN



OR 130/13 *Exhibit*
File 92.23/14
17 April 64

Report by Mr. W. Schmidt

REPORT ON MY VISIT TO ELISABETHVILLE
FROM 13 TO 18 APRIL 1964

I GENERAL

1. The purpose of my visit to Elisabethville from 13 to 18 April 1964 was to discuss the broad aspects relating to the establishment of a TAB operated office upon the departure of the Military, and to probe into the details of the questions involved. To this effect, I have had discussions with Mr. Halbert, the section chiefs of the Administration, and I have had a meeting with the Senior Experts of Customs, ICAO, ILO, ITU, UPU, WHO, WMO, Judicature, and FAO on Thursday, 16 April 1964.

II TRANSPORT

2. There are about 600 UN cars of all makes and types. Around 450 are immobilised, while the remaining vehicles are divided between the Military and Civilians (civilian holdings at present 67, wherefrom 21 are assigned to the experts).
3. The immobilised vehicles are in varying condition. Some of them might easily be recovered if spare parts were available, this particularly in regard to non-standardised vehicles. The bulk of the cars still on the road is in very poor condition, for the reason that these vehicles were used over a period of more than two years including military operations in September and December, 1961.
4. Average run is between 40 to 50,000 kms per vehicle. Practically all cars have suffered heavily from rough use and irregular maintenance. Life expectancy is very low.
5. ICAO and WMO training programs are virtually hampered by lack of adequate transportation. On many occasions the vehicles at the disposal of the Congolese trainees (1 Taunus bus for ICAO, 1 Taunus bus and 1 Willys Station Waggon for WMO) are under repair, and very often no replacement vehicle can be provided. The trainees living up to 25 kms from the Airport, are obliged to stay home.

*25 experts
in order*

6. Mr. Turnier, Customs expert, explained to me that no patrols at all can be effected along the border line (2,800 kms), this being due to a complete lack of transportation for this purpose. (See para 8.)
10.
7. Many vehicles presently in use by the experts are non-standardised ones. It is suggested that they are exchanged against VW Sedans, of which around 20 will be available upon the departure of the military force. In addition, three to five Willys Station Waggon's would be required for field trips. They could be pooled and used exclusively for this purpose. For transportation of ICAO and WMO Congolese personnel (between Airport and city) three light buses in good condition are the strict minimum requirement. Two Willys Jeeps might be put at the disposal of customs section for patrol duty along the border line. Two trucks should also be made available for various duties. All abovementioned vehicles could be retained from the present fleet after the departure of the troops. The above numbers of vehicles are based on the assumption that no important change in the number of experts assigned to Elisabethville will occur in the near future.
8. Due to mishandling and age, many vehicles will require complete overhaul. The spare parts stock held by EME Eville is apparently highly insufficient for this purpose. Large supplies of spare parts from Leopoldville will have to be envisaged. The transport officer is ready to evaluate requirements and submit a list of spare parts if so requested by you.
9. Only 4 out of 25 experts have private cars. Efforts should be made to encourage further private purchases. This could be achieved by reimbursement for on-duty mileage (possibly a flat-rate payment, evaluated on mileage done during a certain laps of time, less a percentage to be established for private use of the car).
10. Efforts of working out a solid agreement with the government for provision of transportation should be pursued. At present, no government-owned transportation is available here neither to our experts, nor to the Congolese trainees, although various promises have apparently been made by government officials in the past.
11. Early exchange against new cars of vehicles which may be made available to experts from the present fleet, must be envisaged as of now. Maintenance of old cars will prove to be excessively expensive on the long run, aside from the fact that a vehicle mistreated for some time will always prove to be unreliable.
12. Mr. Gregoriou, Finance Officer, will study the question of service arrangements in detail and will report to you directly.

III ACCOMMODATION

13. Office Premises. A large villa, at present the Ethiopian mess, located 781 Avenue Froment (100 yards from Clair Manoir, ancient UN Eville HQ) is proposed for consideration both in respect to size and price. By putting up some separation walls the villa could easily contain seven or eight office rooms - all that is required. Only two agencies are in need of an office - WHO and ILO. Sufficient office space would be left to accommodate administrative and other staff. In addition, there are two garages and a large garden providing ample parking space. Rent per month is of CF 33,500. *not in centre of town* *Nigerian?* *for repairs?*
14. Some retouching would have to be done, mostly painting, and iron bars would be required in front of the windows. Mr. Allanson, Accommodation Officer, may be asked to submit an estimate.
15. In case of need, a store room adjacent to the villa (for PX, spare parts, etc.) can be rented at CF 11,000 per month. Iron bars would have to be installed in front of the windows.
16. Alternatively, there is a possibility of retaining some office space at the present location. This six-floor building (an unfinished hospital) belongs to the government. Apparently, no rent was paid by UN. However, these facilities will be occupied by government services and it is questionable whether such an arrangement would prove satisfactory.
17. Office furniture and machines are available in abundance.
18. It would be extremely difficult to find suitable office space in the center of the town. Accommodation is extremely scarce and payment is often asked for in hard currency.
19. Private accommodation for experts. The suggestion that some of the villas presently occupied by UN military and civilian personnel be retained by UN for the experts was generally welcome. It is proposed that the experts be charged the actual amount of the rent as paid by UN, with other expenses like electricity, water, small repairs, etc. payable directly by them.
20. A quick decision in regard to para 19 is required as notice to the landlords has to be given in the near future should it be decided to hand the villas back upon departure of the troops. In case that the above is acceptable to you, Accommodation service should be requested to establish needs.

IV PERSONNEL

M. Comin
Action page 21-24 + 29

21. International Personnel. Mr. Gregorion, Finance Officer (FSL-5) has expressed his willingness to take over the administrative duties. I highly recommend his application to your attention.
22. Local Non-Congolese. Several qualified local secretaries are at present employed with ONUC Eville. Either one of them may be taken into consideration.
23. Congolese Personnel. One or two clerks, some drivers and an office boy are required. They may be chosen among the best qualified personnel now employed.
24. Expiration of Contracts. I have repeatedly been asked to bring to your particular attention the difficulties which may arise to UN staff resulting from the short period of notice which is usually being given before the expiration of a contract. As a rule, staff members are required to give at least one month's written notice to their landlord failing which they are obliged to pay in lieu, they may have to sell their private car, etc. The element of insecurity which so often prevails in this mission might be greatly diminished by advising staff in time (two to three months ahead of the target date) of the decision taken in regard to an extension of their contract.

V FINANCE

25. Replenishment of imprest and payment of per diem will pose no problem. Present bank connections should be maintained.

VI PX AND COMMISSARY

26. The local situation in regard to food is satisfactory. A huge stock of PX and Commissary items is available and moving very slowly at present. An eight month's supply of PX and Commissary items will be retained for sale to the experts after the departure of the troops.
27. I have arranged with Mr. Heckman, who happens to be in Eville, that requirements for Albertville may be covered from PX Eville. Supplies will be despatched by rail via Kamina - Kabalo - Albertville and should arrive in less than a week. If packed securely (container) the risk should not be excessive. Transportation cost will be absorbed by PX Eville, merchandise will be billed at catalogue prices.

VII SECURITY AND COMMUNICATIONS

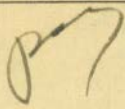
28. Expectations as to what will happen after UN troops have vacated Eville vary widely. The setting-up of an independent UN communications network is regarded of primary importance to face a state of urgency. ICAO is agreeable to broadcasting urgent messages via control tower. A Collins receiver/transmitter is available with ICAO Eville and would be stationed in the administrative offices. Some Motorola equipment is also in their hands and might be used for inter-communication between control tower and administrative offices. It is further suggested to make emergency use of a VHF set for direct communication with airplanes. Mr. Higginson, ICAO will make his recommendations in a separate report to Mr. Peche.

VIII MEDICAMENTS

29. Dr. Ortlieb, WHO, is agreeable in principle to keep a stock of medicaments, and to do the requisitioning. However, the solution in regard to setting up a dispensary for treatment of UN staff cannot be found here. Dr. Ortlieb clearly feels that he does not have the personnel available to operate a dispensary and that patients should consult local institutions for treatment, against repayment by UN of their medical bills, in accordance with existing regulations. It would be appreciated if this matter could be dealt with by the competent services and if a ruling could be worked out applicable to all field offices.

ROUTING SLIP

TO

Mr. Brooks 

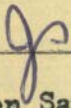
APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

For your information.

DATE

27/4/1964

FROM


John Saunders

ORG 130/1/3 EVILLER

Copy of a Report received from Mr. W. Schmid,
Administrative Assistant, Albertville, on
his visit to Elisabethville

Elisabethville
17 April 1964

TO : Mr. J. Saunders, Deputy Chief Admin. Officer
FROM : W. Schmid, Administrative Assistant
SUBJECT : Report on my visit to Elisabethville

I hasten to despatch the attached report while I am still in Elisabethville.

As discussed in Leopoldville, this report contains recommendations only, and if it is decided to act on them, confirmation to ONUC, Elisabethville is required in every case.

The foremost problem here is transportation. Besides from two light buses, no pool vehicles are available. Training problems are lagging and the only radical solution will be to replace the vehicles presently in use as soon as possible. Therefore, my recommendations in regard to future assignment of cars to experts from the existing fleet are meant to be temporary only.

Mr. Gregoriou, Finance Officer, seems to be very capable and able to cope with any administrative problem. Without saying too much after the few days I have known him, I wish to stress that I do support his application.

Tomorrow, 18 April, I am flying to Albertville and shall do my best to let you have a sitrep at the earliest.

Enclosure

COPY

17 April 1964

Report on my Visit to Elisabethville
from 13 to 18 April 1964
(Report by Mr. W. Schmid)

I. GENERAL

1. The purpose of my visit to Elisabethville from 13 to 18 April 1964 was to discuss the broad aspects relating to the establishment of a TAB operated office upon the departure of the Military, and to probe into the details of the questions involved. To this effect, I have had discussions with Mr. Halbert, the section chiefs of the Administration, and I have had a meeting with the Senior Experts of Customs, ICAO, ILO, ITU, UPU, WHO, WMO, Judicature, and FAO on Thursday, 16 April 1964.

II. TRANSPORT

2. There are about 600 UN cars of all makes and types. Around 450 are immobilised, while the remaining vehicles are divided between the Military and Civilians (civilian holdings at present 67, wherefrom 21 are assigned to the experts).
3. The immobilised vehicles are in varying condition. Some of them might easily be recovered if spare parts were available, this particularly in regard to non-standardised vehicles. The bulk of the cars still on the road is in very poor condition, for the reason that these vehicles were used over a period of more than two years including military operations in September and December 1961.
4. Average run is between 40 to 50,000 kms per vehicle. Practically all cars have suffered heavily from rough use and irregular maintenance. Life expectancy is very low.
5. ICAO and WMO training programmes are virtually hampered by lack of adequate transportation. On many occasions the vehicles at the disposal of the Congolese trainees (1 Taunus bus for ICAO, 1 Taunus bus and 1 Willys Station Waggon for WMO) are under repair, and very often no replacement vehicle can be provided. The trainees living up to 25 kms from the airport, are obliged to stay home.
6. Mr. Turnier, Customs Expert, explained to me that no patrols at all can be effected along the border line (2,800 kms), this being due to a complete lack of transportation for this purpose (see paragraph 10).

7. Many vehicles presently in use by the experts are non-standardised ones. It is suggested that they are exchanged against VW Sedans, of which around 20 will be available upon the departure of the military force. In addition, three to five Willys Station Waggon would be required for field trips. They could be pooled and used exclusively for this purpose. For transportation of ICAO and WMO Congolese personnel (between airport and city) three light buses in good condition are the strict minimum requirement. Two Willys Jeeps might be put at the disposal of customs section for patrol duty along the border line. Two trucks should also be made available for various duties. All abovementioned vehicles could be retained from the present fleet after the departure of the troops. The above numbers of vehicles are based on the assumption that no important change in the number of experts assigned to Elisabethville will occur in the near future.
8. Due to mishandling and age, many vehicles will require complete overhaul. The spare parts stock held by EME Elisabethville is apparently highly insufficient for this purpose. Large supplies of spare parts from Leopoldville will have to be envisaged. The transport officer is ready to evaluate requirements and submit a list of spare parts if so requested by you.
9. Only 4 out of 25 experts have private cars. Efforts should be made to encourage further private purchases. This could be achieved by reimbursement for on-duty mileage (possibly a flat-rate payment, evaluated on mileage done during a certain lapse of time, less a percentage to be established for private use of the car).
10. Efforts of working out a solid agreement with the government for provision of transportation should be pursued. At present, no government-owned transportation is available here neither to our experts, nor to the Congolese trainees, although various promises have apparently been made by government officials in the past.
11. Early exchange against new cars of vehicles which may be made available to experts from the present fleet, must be envisaged as of now. Maintenance of old cars will prove to be excessively expensive on the long run, aside from the fact that a vehicle mistreated for some time will always prove to be unreliable.
12. Mr. Gregoriou, Finance Officer, will study the question of service arrangements in detail and will report to you directly.

../..

III. ACCOMMODATION

13. Office Premises. A large villa, at present the Ethiopian mess, located 781 Avenue Fromont (100 yards from Clair Manoir, ancient UN Elisabethville HQ) is proposed for consideration both in respect to size and price. By putting up some separation walls the villa could easily contain seven or eight office rooms - all that is required. Only two agencies are in need of an office - WHO and ILO. Sufficient office space would be left to accommodate administrative and other staff. In addition, there are two garages and a large garden providing ample parking space. Rent per month is of CF 33,500.
14. Some retouching would have to be done, mostly painting, and iron bars would be required in front of the windows. Mr. Allanson, Accommodation Officer, may be asked to submit an estimate.
15. In case of need, a storeroom adjacent to the villa (for PX, spare parts, etc.) can be rented at CF 11,000 per month. Iron bars would have to be installed in front of the windows.
16. Alternatively, there is a possibility of retaining some office space at the present location. This six-floor building (an unfinished hospital) belongs to the government. Apparently, no rent was paid by UN. However, these facilities will be occupied by government services and it is questionable whether such an arrangement would prove satisfactory.
17. Office furniture and machines are available in abundance.
18. It would be extremely difficult to find suitable office space in the centre of the town. Accommodation is extremely scarce and payment is often asked for in hard currency.
19. Private accommodation for experts. The suggestion that some of the villas presently occupied by UN military and civilian personnel be retained by UN for the experts was generally welcome. It is proposed that the experts be charged the actual amount of the rent as paid by UN, with other expenses like electricity, water, small repairs, etc. payable directly by them.
20. A quick decision in regard to paragraph 19 is required as notice to the landlords has to be given in the near future should it be decided to hand the villas back upon departure of the troops. In case that the above is acceptable to you, Accommodation Service should be requested to establish needs.

IV. PERSONNEL

21. International Personnel. Mr. Gregoriou, Finance Officer (FSL-5) has expressed his willingness to take over the administrative duties. I highly recommend his application to your attention.
22. Local Non-Congolese. Several qualified local secretaries are at present employed with ONUC, Elisabethville. Either one of them may be taken into consideration.
23. Congolese Personnel. One or two clerks, some drivers and an office boy are required. They may be chosen among the best qualified personnel now employed.
24. Expiration of Contracts. I have repeatedly been asked to bring to your particular attention the difficulties which may arise to UN staff resulting from the short period of notice which is usually being given before the expiration of a contract. As a rule, staff members are required to give at least one month's written notice to their landlord failing which they are obliged to pay in lieu, they may have to sell their private car, etc. The element of insecurity which so often prevails in this mission might be greatly diminished by advising staff in time (two to three months ahead of the target date) of the decision taken in regard to an extension of their contract.

V. FINANCE

25. Replenishment of imprest and payment of per diem will pose no problem. Present bank connections should be maintained.

VI. PX and COMMISSARY

26. The local situation in regard to food is satisfactory. A huge stock of PX and Commissary items is available and moving very slowly at present. An eight months' supply of PX and Commissary items will be retained for sale to the experts after the departure of the troops.
27. I have arranged with Mr. Heckmann, who happens to be in Elisabethville, that requirements for Albertville may be covered from PX, E'Ville. Supplies will be despatched by rail via Kamina - Kabalo - Albertville and should arrive in less than a week. If packed securely (container) the risk should not be excessive. Transportation cost will be absorbed by PX E'Ville, merchandise will be billed at catalogue prices.

VII. SECURITY AND COMMUNICATIONS

28. Expectations as to what will happen after UN troops have vacated E'Ville vary widely. The setting up of an independent UN communications network is regarded of primary importance to face a state of urgency. ICAO is agreeable to broadcasting urgent messages via control tower. A Collins receiver/transmitter is available with ICAO E'Ville and would be stationed in the administrative offices. Some Motorola equipment is also in their hands and might be used for inter-communication between control tower and administrative offices. It is further suggested to make emergency use of a VHF set for direct communication with airplanes. Mr. Higginson, ICAO, will make his recommendations in a separate report to Mr. Peche.

VIII. MEDICAMENTS

29. Dr. Ortlieb, WHO, is agreeable in principle to keep a stock of medicaments, and to do the requisitioning. However, the solution in regard to setting up a dispensary for treatment of UN staff cannot be found here. Dr. Ortlieb clearly feels that he does not have the personnel available to operate a dispensary and that patients should consult local institutions for treatment, against repayment by UN of their medical bills, in accordance with existing regulations. It would be appreciated if this matter could be dealt with by the competent services and if a ruling could be worked out applicable to all field offices.



BOITE POSTALE 1146
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABINET ONUC LEOPOLDVILLE

Elisabethville,
17 April 1964

To : Mr. J. Jaumiers, Deputy Chief Admin. Officer
From : V. Schmid, Administrative Assistant
Subject : Report on my visit to Elisabethville

I hasten to despatch the attached report while I am still in Elisabethville.

As discussed in Leopoldville, this report contains recommendations only, and if it is decided to act on them, confirmation to ONUC Elisabethville is required in every case.

The foremost problem here is transportation. Aside from two light buses, no pool vehicles are available. Training problems are lagging and the only radical solution will be to replace the vehicles presently in use as soon as possible. Therefore, my recommendations in regard to future assignment of cars to experts from the existing fleet are meant to be temporary only.

Mr. Gregoire, Finance Officer, seems to be very capable and able to cope with any administrative problem. Without saying too much after the few days I have known him, I wish to stress that I do support his application.

Tomorrow, 18 April, I am flying to Albertville and shall do my best to let you have a sitrep at the earliest.

Enclosure

REPORT ON MY VISIT TO ELISABETHVILLE
FROM 13 TO 18 APRIL 1964

I GENERAL

1. The purpose of my visit to Elisabethville from 13 to 18 April 1964 was to discuss the broad aspects relating to the establishment of a TAB operated office upon the departure of the Military, and to probe into the details of the questions involved. To this effect, I have had discussions with Mr. Halbert, the section chiefs of the Administration, and I have had a meeting with the Senior Experts of Customs, ICAO, ILO, ITU, UPU, WHO, WMO, Judicature, and FAO on Thursday, 16 April 1964.

II TRANSPORT

2. There are about 600 UN cars of all makes and types. Around 450 are immobilised, while the remaining vehicles are divided between the Military and Civilians (civilian holdings at present 67, wherefrom 21 are assigned to the experts).
3. The immobilised vehicles are in varying condition. Some of them might easily be recovered if spare parts were available, this particularly in regard to non-standardised vehicles. The bulk of the cars still on the road is in very poor condition, for the reason that these vehicles were used over a period of more than two years including military operations in September and December, 1961.
4. Average run is between 40 to 50,000 kms per vehicle. Practically all cars have suffered heavily from rough use and irregular maintenance. Life expectancy is very low.
5. ICAO and WMO training programs are virtually hampered by lack of adequate transportation. On many occasions the vehicles at the disposal of the Congolese trainees (1 Taunus bus for ICAO, 1 Taunus bus and 1 Willys Station Waggon for WMO) are under repair, and very often no replacement vehicle can be provided. The trainees living up to 25 kms from the Airport, are obliged to stay home.

6. Mr. Turnier, Customs expert, explained to me that no patrols at all can be effected along the border line (2,800 kms), this being due to a complete lack of transportation for this purpose. (See para 8.)
10
7. Many vehicles presently in use by the experts are non-standardised ones. It is suggested that they are exchanged against VW Sedans, of which around 20 will be available upon the departure of the military force. In addition, three to five Willys Station Waggon's would be required for field trips. They could be pooled and used exclusively for this purpose. For transportation of ICAO and WMO Congolese personnel (between Airport and city) three light buses in good condition are the strict minimum requirement. Two Willys Jeeps might be put at the disposal of customs section for patrol duty along the border line. Two trucks should also be made available for various duties. All abovementioned vehicles could be retained from the present fleet after the departure of the troops. The above numbers of vehicles are based on the assumption that no important change in the number of experts assigned to Elisabethville will occur in the near future.
8. Due to mishandling and age, many vehicles will require complete overhaul. The spare parts stock held by EMM Eville is apparently highly insufficient for this purpose. Large supplies of spare parts from Leopoldville will have to be envisaged. The transport officer is ready to evaluate requirements and submit a list of spare parts if so requested by you.
9. Only 4 out of 25 experts have private cars. Efforts should be made to encourage further private purchases. This could be achieved by reimbursement for on-duty mileage (possibly a flat-rate payment, evaluated on mileage done during a certain laps of time, less a percentage to be established for private use of the car).
10. Efforts of working out a solid agreement with the government for provision of transportation should be pursued. At present, no government-owned transportation is available here neither to our experts, nor to the Congolese trainees, although various promises have apparently been made by government officials in the past.
11. Early exchange against new cars of vehicles which may be made available to experts from the present fleet, must be envisaged as of new. Maintenance of old cars will prove to be excessively expensive on the long run, aside from the fact that a vehicle mistreated for some time will always prove to be unreliable.
12. Mr. Gregorion, Finance Officer, will study the question of service arrangements in detail and will report to you directly.

III ACCOMMODATION

13. Office Premises. A large villa, at present the Ethiopian mess, located 781 Avenue Fromont (100 yards from Clair Manoir, ancient UN Eville HQ) is proposed for consideration both in respect to size and price. By putting up some separation walls the villa could easily contain seven or eight office rooms - all that is required. Only two agencies are in need of an office - WHO and ILO. Sufficient office space would be left to accommodate administrative and other staff. In addition, there are two garages and a large garden providing ample parking space. Rent per month is of CF 33,500.
14. Some retouching would have to be done, mostly painting, and iron bars would be required in front of the windows. Mr. Allanson, Accommodation Officer, may be asked to submit an estimate.
15. In case of need, a store room adjacent to the villa (for PX, spare parts, etc.) can be rented at CF 11,000 per month. Iron bars would have to be installed in front of the windows.
16. Alternatively, there is a possibility of retaining some office space at the present location. This six-floor building (an unfinished hospital) belongs to the government. Apparently, no rent was paid by UN. However, these facilities will be occupied by government services and it is questionable whether such an arrangement would prove satisfactory.
17. Office furniture and machines are available in abundance.
18. It would be extremely difficult to find suitable office space in the center of the town. Accommodation is extremely scarce and payment is often asked for in hard currency.
19. Private accommodation for experts. The suggestion that some of the villas presently occupied by UN military and civilian personnel be retained by UN for the experts was generally welcome. It is proposed that the experts be charged the actual amount of the rent as paid by UN, with other expenses like electricity, water, small repairs, etc. payable directly by them.
20. A quick decision in regard to para 19 is required as notice to the landlords has to be given in the near future should it be decided to hand the villas back upon departure of the troops. In case that the above is acceptable to you, Accommodation service should be requested to establish needs.

IV PERSONNEL

21. International Personnel. Mr. Gregoriou, Finance Officer (FSL-5) has expressed his willingness to take over the administrative duties. I highly recommend his application to your attention.
22. Local Non-Congolese. Several qualified local secretaries are at present employed with ONUC Eville. Either one of them may be taken into consideration.
23. Congolese Personnel. One or two clerks, some drivers and an office boy are required. They may be chosen among the best qualified personnel now employed.
24. Expiration of Contracts. I have repeatedly been asked to bring to your particular attention the difficulties which may arise to UN staff resulting from the short period of notice which is usually being given before the expiration of a contract. As a rule, staff members are required to give at least one month's written notice to their landlord failing which they are obliged to pay in lieu, they may have to sell their private car, etc. The element of insecurity which so often prevails in this mission might be greatly diminished by advising staff in time (two to three months ahead of the target date) of the decision taken in regard to an extension of their contract.

V FINANCE

25. Replenishment of imprest and payment of per diem will pose no problem. Present bank connections should be maintained.

VI PX AND COMMISSARY

26. The local situation in regard to food is satisfactory. A huge stock of PX and Commissary items is available and moving very slowly at present. An eight month's supply of PX and Commissary items will be retained for sale to the experts after the departure of the troops.
27. I have arranged with Mr. Heckman, who happens to be in Eville, that requirements for Albertville may be covered from PX Eville. Supplies will be despatched by rail via Kamina - Kabalo - Albertville and should arrive in less than a week. If packed securely (container) the risk should not be excessive. Transportation cost will be absorbed by PX Eville, merchandise will be billed at catalogue prices.

VII SECURITY AND COMMUNICATIONS

28. Expectations as to what will happen after UN troops have vacated Eville vary widely. The setting-up of an independent UN communications network is regarded of primary importance to face a state of urgency. ICAO is agreeable to broadcasting urgent messages via control tower. A Collins receiver/transmitter is available with ICAO Eville and would be stationed in the administrative offices. Some Motorola equipment is also in their hands and might be used for inter-communication between control tower and administrative offices. It is further suggested to make emergency use of a VHF set for direct communication with airplanes. Mr. Higginson, ICAO will make his recommendations in a separate report to Mr. Peche.

VIII MEDICAMENTS

29. Dr. Ortlieb, WHO, is agreeable in principle to keep a stock of medicaments, and to do the requisitioning. However, the solution in regard to setting up a dispensary for treatment of UN staff cannot be found here. Dr. Ortlieb clearly feels that he does not have the personnel available to operate a dispensary and that patients should consult local institutions for treatment, against repayment by UN of their medical bills, in accordance with existing regulations. It would be appreciated if this matter could be dealt with by the competent services and if a ruling could be worked out applicable to all field offices.

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

ORR 120/1/3 E'ville

INDICATE
PRIORITY

L T F	S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	------------------	----------------------	-----------------------	----------------------------------

Priorité Nations traffic
is strictly limited.

N R

(Address es)

ONUE - ELISABETHVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

TAB/159

HALBERT INFO HIGGINSON FROM SAUNDERS, ~~RECEIVED~~ ~~COMM~~ HERON
 AIRCRAFT OF KENYA DIRECTORATE CIVIL AVIATION KENYA WILL ARRIVE
 ELISABETHVILLE 18 APRIL FOR CALIBRATION MANOVS. GRATEFUL
 YOU PAY FOLLOWING CREW MEMBERS POMFRET, GROVES, SHERRY and
 KNATRY, DAILY SUBSISTENCE AT CF 2,100 ESTIMATED STAY FIVE
 DAYS. CHARGE ACCOUNT 10-01

cc: Mr. Correa
 Mr. de Candia

O. 81471

T. O. R.

BY:

Drafted by :

T. O. D.

Authorized :

Date :

H. Pichler
 J. Saunders
 16.4.1964

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
<i>Civilian</i>	

C2

ORG 130/1/3 EVILLE

APR 17 1964

ACTION

TO: <i>Mr. Saunders</i>		
INCOMING TELETYPE DELIVERED TO:		
1	<input checked="" type="checkbox"/>	Completed
2	<input checked="" type="checkbox"/>	Reviewed
3	<input type="checkbox"/>	Not Known, Rejected
INITIALS		
CIV. O. S.	<input checked="" type="checkbox"/>	CIV. OPS.
C.A.O.	<input type="checkbox"/>	C.A.O.
C.F.A.	<input type="checkbox"/>	C.F.A.
C.P.O.	<input type="checkbox"/>	C.P.O.
C.F.O.	<input checked="" type="checkbox"/>	C.F.O.
C.	<input type="checkbox"/>	C.
C.G.S.	<input type="checkbox"/>	C.G.S.
W.H.O.	<input type="checkbox"/>	F.A.O.
ACC & IN	<input type="checkbox"/>	I.T.U.
LANGSER	<input type="checkbox"/>	W.
FOODREL	<input type="checkbox"/>	WELFARE
MILITARY RECIPIENT, S.M.		

onuc Leo
civilair Leo

164 to saunders dcao le royal from icao ndolo.
reference contract calibration navids with kenya directorate
civil aviation heron aircraft is estimated to arrive elisabethville
next saturday eighteen. grateful having instruction to finance
e/ville for payment per diem to following crew members pomfret,
groves, sherry and knatry estimated to stay five days +



telex 260 diraero n'dolo
civilair Leo +



APR 6 1964

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Elisabethville, 2 April 1964

TO: Mr. R. Polgar, Acting Chief Administrative Officer

FROM: B. Halbert, Senior Administrative Officer

SUBJECT: Repairs to Rented Vehicles

Until the end of February 1964 Civilian Operations had four rented cars. The vehicles, on rental for over a year, were used by Civilian Operations staff.

As the rental contracts have been terminated, we now have received a "devis" for repairs to one of the cars. In order to avoid submitting yet another case to the Claims Office, particularly as the matter involves an administrative settlement at this point, would you agree to the case being handled here employing the procedure and maximum amount applicable to accommodation settlements. In place of the estimate prepared by Accommodation, we would base a settlement on our vehicle inspection report and prices which ONUC has been charged for similar work.



ORG 130/1/3
EVILLE

RECEIVED
154 APR -1 21 7 33

004001

VVV LEO005 ELI003 UU

FF 4UC75

DE 4UC90 03 01/0635Z

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ADMEL 381. SAUNDERS FROM HALBERT. DELAY IN REPAIR OF
VEHICLES BY EME GARAGE CREATING CONSIDERABLE TRANSPORT PROBLEM FOR
EXPERTS. NEW ARRIVALS INCLUDING DOCTORS REMAIN WITHOUT VEHICLES. ALL
BUT THREE OF OUR VEHICLES HAVE BEEN THROUGH TWO "EVENTS".
AS RESULT THEY REQUIRE REGULAR ATTENTION WHICH NOW NOT AVAILABLE.
OUR HOLDINGS WOULD MEET REQUIREMENTS IF VEHICLES COULD BE KEPT
ON ROAD. ADVISE IF ESSENTIAL REPAIRS CAN BE CARRIED OUT BY COMMERCIAL
GARAGE AT PROJECTS EXPENSE

CFN ADMEL 381

BT

NNNN



ACG/mep

cc: Mr. Schoellkopf

CIV.OPS./389/64

4 March 1964

Dear Mr. Nashashibi,

With the departure of Mr. John Amonoo from Elisabethville, the post of Deputy Civilian Affairs Officer will lapse.

As you are probably aware, this was a special post created early in 1963, mainly in connection with the administration by the United Nations of U.S. food supplies. With the completion of that programme, there remain certain functions relating to Civilian Operations, including the coordination of the work of the experts, their administrative support, etc. It is the normal practice for the Chief UN Representative to be responsible for these functions, delegating them, as appropriate, to his deputy or, so far as administrative matters are concerned, to his Administrative Officer.

I think it may be desirable to clarify this point, since it represents a change from the special procedure followed hitherto.

Yours sincerely,

B. F. Osorio-Tafall
Chief of Civilian Operations

Mr. A. Nashashibi
Chief Civilian Affairs Officer
ONUC
Elisabethville



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

MAR 2 1964

ACTION

27 February 1964. *Gilpin 232*

TO:	1
	2
	3
<input type="checkbox"/> - Action Completed	
<input type="checkbox"/> - Action Wedged	
<input type="checkbox"/> - No Action Required	
IN T.A.S.	

Dear Mr. Gilpin,

Re: Your Circular Civ. Ops/320/64 of 25 February 1964.

I have been asked by Mr. A. Nashashibi, Chief UN Representative in Elisabethville, to convey to you his greetings and to ask you to be good enough to amend your records wherein he is listed as being the Civilian Affairs Officer, Elisabethville.

1. ?
In the absence of Mr. J. Amonoo, these functions have been assumed by Mr. B. Halbert, our Senior Administrative Officer, and all Civilian Operations matters should therefore be addressed to him.

Yours sincerely,

Gyome Lsanger
Secretary

Office of the Chief UN Representative.

Mr. A.C. Gilpin
Deputy Chief,
Civilian Operations
ONUC
LEOPOLDVILLE

*Noted
Peggy*

ACTION	
CIVILIAN/MILITARY	
RECEIVED	
1984 JAN 30	PM 12:29

001458

ORC 130/1/3
EVILLE

Mr. Gilpin

VV LE0036ELI008

UU

FF 4UC75

DE 4UC90 08 30/0747Z

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS CIVELI280 TO GILPIN FROM AMONOO. AMONOO AND CUSTOMS
EXPERT TURNIER ON THE WAY TO MUFILERA MUKAMBO SAKANIA TO CECK
FRAUD TONS AID RICE. INFORM NIEHOFF CUSTOMS SECTION

CFN CIVELI280

BT

NNNN

ST	✓
ED	
CD	
AD	
C.P.	✓
C.F.	
C.I.	
C.L.	
C.M.	
C.N.	
C.O.	
C.P.	
C.R.	
C.S.	
C.T.	
C.U.	
C.V.	
C.W.	
C.X.	
C.Y.	
C.Z.	

Ref: Civops 1534/63

15 November 1963

To: Mr. G. Cederwall
Public Finance Controller

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Excerpts from report of a trip by Mr. Dorsinville to
Katanga and Kivu

Mr. Dorsinville included the following paragraph in his report on his visit to Katanga and Kivu:

" As a general comment, as we heard subsequently in Bukavu, there seems to be no doubt that there should be closer liaison between ONUC Leopoldville and this field station. It seems also to be of great importance that ONUC Leopoldville be apprised of shortcomings in the Congolese administration. Headquarters Leopoldville, with its experts attached to the various Ministries of the Central Government, could then help to obtain from the relevant Ministers the necessary support for the Provincial Government, not in matters of policy where ONUC intervention is, of course, more delicate, but in terms of administrative support to the Provincial Government and to Central Government agents, such as customs agents, etc. An instance was given of the customs expert who has had to shut up shop because he has not received the necessary forms from the Central Government. "

" On the purely civilian operations side, the ONUC customs expert is very disturbed about the question of Licences "Troc" (so-called barter licences) which are being issued by the provincial authorities permitting the sale of coffee and tea outside the Congo for hard currency. He wished this question to be raised with the Central Government in Leopoldville. He was also concerned about the problem of fraud across the frontier, which cannot be controlled without a "Brigade Financière". He said that he had had to promise the Uganda frontier authorities that such a brigade would be established."

The IBRD team which has just returned from a trip around the Congo, referred to the system of exports called "Troc" and indicated that this was a device which is diverting substantial exports with the consent of all authorities. You may wish to discuss this matter with Mr. Rivkin of the IBRD Mission.

✓ DRG 130/116
EJICU
01-01

Ref: Civops 1531/63

15 November 1963

To: Mr. M.D. Chaturvedi
Chief, FAO Mission

From: James R. Brooks, Deputy Chief
Civilian Operations

Subject: Excerpts from report of a trip by Mr. Dorsinville to
Katanga and Kivu

Mr. Dorsinville included the following paragraph in his report on his visit to Katanga and Kivu:

" The FAO forestry expert said that, having been called urgently to Bukavu 4½ months ago, he arrived to find that because of lack of transport, failure to pay people in the bush, lack of working material, etc., he could do nothing. A suggestion for a re-forestation programme had come to nothing since labourers were not willing to work for 65 frs. a day, when a bottle of beer cost 70 frs."

Can you advise me whether Mr. Moyaux now has transportation? If not, we should make a determined effort to find him a jeep.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

OCT 26 1964

ACTION

TAB/ELI - 122

Elisabethville, 24 October 1964

TO: Mr. Osorio-Tafall 632
1
2
3
☐ - Action Completed
☐ - Acknowledged
☐ - Information Required
INITIALS

CONFIDENTIAL

TO : Mr. B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative, Leopoldville
FROM : B. Bernander, Civilian Affairs Officer, Elisabethville
SUBJECT : Weekly Report No. 70 (17-23 October 1964)

A - NORTH KATANGA AND KATANGA ORIENTAL

1. Congo-Rhodesian border closed. At a press conference 21 Oct. Provincial Minister of Interior Kishiba announced that the Congo-Rhodesian border would be closed to all Zambian nationals from 23-25 Oct, covering the period of Zambia's independence celebrations.

The measure was taken, he said, in retaliation for similar action by the new Zambia Government, barring Congolese citizens from entering Northern Rhodesia over the above period.

2. In spite of the denials, broadcast in Northern Rhodesia, and a personal message from Mr. Kaunda to Mr. Tshombe, said to have contained professions of good neighbourliness, the closing of the frontiers has been upheld.

A detachment of 200 police have been posted at the various border posts from Kipushi to Sakania.

The British Consulate here was informed by town authorities that the municipal park, where a reception for all Zambian nationals was planned on 24 Oct, would not be available for the purpose.

3. Minister of Interior Mr. Munongo arrived in Elisabethville on 23 Oct. by special plane and proceeded immediately to Sakania and Mokambo, apparently with a view to spotlight the "border crisis". What seemed to have been provoked by a series of misunderstandings, has thus been given the sanction of deliberate policy.

/...

4. Communal elections. Mr. Kishiba further announced that the Communal elections in Elisabethville and Jadotville, postponed in May "sine die", are to be held not later than January 1965.
5. North Katanga Provincial Assembly. The vice President of the North Katanga Provincial Assembly, Mr. Kayombo, presently in Elisabethville, has informed the press that a meeting of the Assembly, called for on 12 Oct., failed to reach quorum and has therefore been postponed.
6. Visit to Baudouinville, Albertville and Manono. On 19-20 Oct. I undertook a tour by Otter aircraft to Baudouinville, Albertville and Manono to gather general information on the situation in these localities and on the progress of the United Nations Rehabilitation Programmes. I was accompanied by five of our experts, Mr. Anhoury (P.W), Mr. Hayward and Miss Malengrau (Social Affairs), Mr. Besson (WMO) and Mr. Waille (ILO), who all had special reason to visit the area, by Mr. Tienken, U.S. Consul, and Mr. Guillot, Belgian Vice-Consul, who had requested to take part in the trip.
7. Baudouinville. From several quarters I have received reports that Mr. Dykerman is doing an excellent job in Baudouinville. Mr. Sauvenière, Belgian adviser at the Provincial Ministry of Interior and Administrator-Designate for Baudouinville, among others, has expressed his very high appreciation of Mr. Dykerman and I am pleased to add that this praise is fully justified.
8. Using two small local T.P. trucks, he is now able to supply Baudouinville with 500 sheaves of thatching grass daily, bought in outlying villages at 10 Cfrs/sheaf, and distributed free of charge at 8 different distribution points, to people registered as possessing burnt down dwellings. So far more than 200 houses have been provided with new roofing.

By hiring a larger truck, Mr. Dykerman has also provided sticks for roofing structures, but not in sufficient quantities, a delaying factor. He will shortly have repaired two unserviceable larger trucks from the local T.P., and this will speed up the reconstruction programme significantly.
9. In addition to this full-time work, Mr. Dykerman directs bridge repairs and has already completed work on 5 wooden bridges, vital for communications in the area, some of them involving cement structures and abutments; road maintenance is also part of his programme. It is to be regretted that the Community Development member of the relief mission left Baudouinville at such an early stage. Had he remained, Dykerman would have been more free to concentrate on the public works projects.
10. In spite of the troubles, agriculture, the mainstay of the economy in the region, is reported to have done very well this year, and good harvests are expected.

An estimate of about 1.000 tons of potatoes will be ready for export later this year. Again, the problem of evacuating the produce will be difficult to solve, since the CFL is for the time being out of commission. Mr. Sauvenière will give special attention to this problem, when taking up his duties as Administrator.

To facilitate marketing of produce, and within the framework of the rehabilitation programme, the Social Affairs Section in Elisabethville has made available 2 tons of empty sacks from ONUC surplus stores. These sacks have been dispatched to Baudouinville at the project's expense and placed at the disposal of the local Cooperative.

11. Albertville. Albertville is now a much more bustling and normal place than when I left it a month ago; with the return of most of its population, a number of provincial Government officials on the lower echelons have reappeared, claiming their share of authority, although the neutralisation of the Provincial Government should make their existence somewhat precarious. The District Commissariat has, for instance, received military orders that no instructions from Provincial Cabinet institutions in Kamina are to be given any consideration whatever.
12. The ANC troops stationed in Albertville, under the command of Col. Kakudji, show exemplary discipline, and their good conduct is reported as exceptional. Engagements with rebels were said to have taken place at Kabeya (north of Nyunzu) and at Katenga (20 km west Bendera) during the previous week, the rebels suffering heavy casualties. These encounters had not failed to give rise to exaggerated rumours of a new rebel approach on Albertville.
13. The body of Police Commissioner Vundelincks, reported missing during the last few days of rebel occupation, was finally found on 20 Oct. He had been decapitated and mutilated with machetes on 26 August, in all probability as a reprisal for the mercenary raid on Albertville that same day. Mr. Vundelincks worked as adviser to the North Katanga Police.
14. The CFL Secretary-General Mr. Grandjean seemed optimistic about the outcome of negotiations in Leopoldville for financial assistance from the Central Government to enable the company to keep its workers on the payroll another two months.

One tugboat and one barge have so far been refloated in the port, but the company's activities are seriously handicapped by the Government ban on lake traffic to Burundi and Tanganyika, which has blocked incoming cargoes from Kigoma and the outgoing shipment of minerals, the Company's most profitable freights.

The CFL has made repeated representations to have the ban lifted, at least on cargo traffic, and may now be supported by the ANC, whose local contingent is short of motor fuel, which can readily be obtained from Kigoma.

For the same reason Cimental risks losing its best market, in Burundi, and can now only stockpile its production. Geomines in Manono evacuates its tin production by road to Jadotville, and from there by train to Lobito.

The Sacoluba cotton ginning company lost its entire vehicle park (10 trucks) during the troubles, and is unable to purchase and collect this year's crop. About 750 tons cotton are stocked in warehouses in the region, but cannot be centralised for milling for the time being.

The Filtisaf textile factory, which is now working with one shift at 35% capacity, does not therefore count on this cotton, at least for its immediate needs.

15. With regard to the rehabilitation programme, the Public Works experts are making good head-way with projects A-2 and A-5.A-6, street cleaning and sewage channel clearing, is almost completed. On the other hand, two other urgent projects (A-4 and A-13) have not yet come off the ground; the local contractor, whose contribution to these two projects is necessary, has been uncooperative, seeming to make the settlement of previous contractual disputes with the UN Public Works Section a condition for his help. This state of affairs makes it essential that the T.P. trucks ear-marked for Albertville are shipped there as soon as possible; the trucks would make the P.W. experts less dependent of the contractor's whims.

No work has yet begun on the specific CFL projects, based on Mr. Warnimont's proposals and 15 million Cfrs estimate. It was hoped, however, that a contract would soon be negotiated with Auxeltra-Beton as contractor.

16. Manono. The tin-mining town of Manono is occupied by two ex-gendarme contingents, headed by two old-time mercenaries, Major Scramm and Protin, and an outfit of about 30 mercenaries.

A state of enmity is said to be reigning between the two gendarme contingents, largely due to a personal conflict between Major Scramm and Major Protin, who has more or less assumed the roll of Administrator. There have been some incidents between soldiers of the two outfits, involving gun fights. Major Scramm's troops are to leave Manono shortly to take part in the Stanleyville campaign.

17. The Geomines has now 85% of its labour force (2.800 workers) back to work. Apart from pillaged housing and a fire-damaged club building, the company has suffered comparatively little from the rebel occupation. An interesting piece of information was that the rebels had managed to put the mining installations in operation in the absence of all technicians, refining ore at the rate of 30% of the normal production, and promising workers the Belgians would ultimately return to pay the salaries.

TAB/ELI 122

The Manager, Mr. Claeys, strongly insisted on the necessity of European participation in maintaining order and stated he would immediately close the mines and evacuate all Belgian personnel, if all armed Europeans (mercenaries, military or police technicians) were withdrawn from Manono.

Enfile

L-640/64

26 September 1964

INTER-OFFICE MEMORANDUM

To : Dr. Ralph J. Bunche, Under-Secretary for Special Political
Mr. David Owen, Executive Chairman, T.A.E. Affairs

From : B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative, TAB
Director of Special Fund Programmes

Subject : Situation in Katanga

.....

Please find attached copy of the weekly report submitted
by Mr. Bernander, our regional Officer in Katanga.
The report includes interesting information.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

TAB/ELI - 90
BB/do

Elisabethville, 26 September 1964

CONFIDENTIAL

TO : Mr. B.F. Osorio-Tafall, Officer-in-Charge, Leopoldville

FROM : B. Bernander, Civilian Affairs Officer, Elisabethville

SUBJECT: WEEKLY REPORT No. 66 (14-25 September 1964)

A - KATANGA ORIENTAL AND LUALABA

1. Prime Minister's Official Visit - The dominating event of the week has been the official visit of the Prime Minister, who arrived in E'ville on 21 September and was given an enthusiastic welcome by the population, although the fact that Mr. Tshombe arrived two days after schedule had somewhat strained patience. The day had been decreed a public holiday.

The Prime Minister was accompanied by the Minister of Health, Mr. Lubaya, the Congo Chief Delegate to the United Nations, Mr. Idzumbuir, and Mr. Cardoso, who had constituted the Congolese delegation to Nairobi.

2. It was noteworthy that several Ambassadors had arrived from Leopoldville for the occasion, namely the Ambassadors of the U.A.R., Algeria, Dahomey, Ruanda, Tanganyika, Senegal and Ghana, and were in prominence at the official receptions.

3. The following day the Prime Minister visited Kasenga (220 kms north-east Elisabethville) and, in the afternoon, made a public speech at the local stadium, attended by crowds numbering about 40.000 people.

In his hour-long speech Mr. Tshombe elaborated on his personal satisfaction at finding himself again in Katanga; on the justifications of his one-time secessionist policy (which he claimed has now been vindicated); on his gratitude towards the faithful ex-gendarmes and other staunch supporters; on the Congo's role to promote African unity and his own efforts to restore the Congo's lost prestige in the international sphere, on the necessity of eliminating corruption and building an efficient administration; on the urgency of improving the economy and of creating a "Great Congo" .

4. The three local press organs are, naturally, unanimous in their praise and support of Mr. Tshombe and his policies and make every effort to give substance to the Prime Minister's "Redeemer-of-the-Congo" image.

5. On 23 September the Prime Minister attended a Provincial Cabinet meeting and left in the afternoon for Jadotville, after having made public a message, addressed to the Chairman of the OUA Congo Commission, protesting against its decision to make representations to the U.S. Government about military aid to the Congo Republic.

The same day the U.S. Ambassador arrived from Leopoldville to consult with the Prime Minister on this issue. According to consular sources, the Ambassador's mission was to give the Prime Minister assurances about the State Department position, that the OUA commission would not be given a hearing in Washington and could only be received in Leopoldville in the presence of a representative of the Congolese Government. In view of this, Mr. Tshombe was advised not to overplay his opposition to the current work of the Commission.

6. From Jadotville the Prime Minister and his retinue proceeded to Kolwezi on the second leg of his Katanga tour. The Provincial authorities generously decreed two public holidays on 24 and 25 September.

In Kolwezi Mr. Tshombe addressed a crowd of about 10,000, including numerous ex-gendarmes, who had paraded and lined the streets on the Prime Minister's arrival. In his speech Mr. Tshombe again expressed his gratitude for the solidarity the ex-gendarmes had displayed over the past year and reiterated the themes of his previous speeches.

On 25 September the Prime Minister visited Kisenge, site of the BCK Manganese Mines, 100 kms east of Dilolo.

7. Ex-Gendarmes in Kolwezi - Since 5 September there has been a stream of ex-gendarmes moving back from Angola by rail to Kolwezi, where the first contingent of about 600 soldiers arrived on 8 September.

These gendarmes, now estimated at about 3,000, have assembled at Kolwezi Railway Station and refused to move on pending instructions from the Prime Minister, the only person, so they claim, to whom they owe allegiance. Although they are reported to show reasonable discipline, their presence has inevitably caused uneasiness and tension as well as arguments with the local authorities. There have also been reports of incidents involving civilians during the gendarme migration from Dilolo to Kolwezi.

It seems Mr. Tshombe has persuaded the gendarmes to move on to Kamina and a first gendarme train is scheduled to leave Kolwezi on 26 September.

... / ...

8. Trade Union Elections - Trade union elections, as stipulated by the Chief of State's Order in Council No.123 of 1 May 1963, took place at Union Minière and BCK in Elisabethville (Secteur Sud), Jadotville (Secteur Centre) and Kolwezi (Secteur Ouest) on 19-20 September.

The three Trade Unions competing for representation are U.T.C. (Union des Travailleurs Congolais), F.G.T.K. (Fédération Générale des Travailleurs du Katanga) and C.S.L.C. (Confédération des Syndicats Libres du Congo) .

Electoral rolls, at the UMHK, are subdivided according to the nature of the mining activities (mining, workshop, metallurgical work, etc.); it is a matter of interest that no distinction has been made with regard to status or specialization grades and that European workers and foremen have voted for the same lists as Congolese workers.

9. The results of these elections have not yet been officially announced, but the U.T.C. is expected to do best, and has at any rate obtained all the 47 seats in the Union Minière Secteur Centre (Jadotville) and a large majority at the BCK.

Meanwhile the F.G.T.K. chairman, Mr.Bintou, supported by the C.S.L.C. publicly accused the Union Minière of favouring U.T.C. and demanded postponement of the elections. F.G.T.K. lists in Jadotville had not been accepted by the Union Minière in Jadotville on the grounds that the time dead-line had not been observed. F.G.T.K. has retorted that the U.M.H.K. has intentionally kept the Union in the dark concerning election procedures and not observed the letter of the law in elaborating these.

B - NORTH KATANGA

10. Provincial Government Neutralized - According to a Press report 19 September, the North Katanga Provincial Government, headed by Interim Governor Mr.Mukalay, has been neutralized and replaced by a military authority, Major Celestin Nembalemba, Kamina Base Commander. The report adds that complete confusion now reigns in the temporary capital of North Katanga.

In a letter 14 September, Major Nembalemba advised the District Commissioners that on Central Government orders Mr.Mukalay's Government was neutralized henceforth, and that the Administration should continue to function under his own direction.

... / ...

11. No official reaction on the part of North Katanga authorities have yet reached Elisabethville.

The daily "Depêche" on 24 September, however, inserted two non-editorial comments, strongly questioning the constitutional propriety of this measure and alleging it to be a Central Government manoeuvre to reunify Katanga without the consent of the North Katanga Provincial Assembly and Government.

12. Kongolo - Belgian Vice-Consul Guillot, who visited Kongolo and Albertville on 24 September, reports that all shops in Kongolo have been thoroughly looted, as have the CFL warehouses. Interfina is said to have lost 35 millions worth of merchandise.

The two cotton ginning mills (SACOLUBA) have however escaped destruction and the machinery appears intact.

13. Albertville - Mr. Guillot further reports that a CFL train, which left Kamina on 18 September for Albertville, was stopped at Kabalo by ANC troops and forced to return to Kamina with 350 soldiers and 200 civilian passengers, where it arrived on 21 September with one of its engines broken down and with pillaged freight.

He states also that the CFL, having had no revenue since May, has only enough liquid assets to pay its workers as far as the end of October. Unless financial assistance is obtained from the Government before then, Director Bruart will halt all activities and close CFL.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE
29 August 1964

TAB/ELI 56
BB / do

Eville

CONFIDENTIAL

To Mr. B.F. Osorio-Tafall, Officer-in-Charge, Leopoldville

From B. Bernander, Civilian Affairs Officer, Elisabethville

Subject WEEKLY REPORT No. 65 (22-28 August 1964)

B. Bernander

A - THE REBELLION

1. Mercenary Assault on Albertville - Following the previous week's reports of jeunesse terror in Albertville, a rescue operation was improvised by the ANC in close cooperation with the Belgian Consulate. A group of 40 newly arrived mercenaries were to be used for this purpose. The object of the operation was to secure the airfield and evacuate all remaining Europeans. The evacuation once completed, the mercenaries would, if necessary, withdraw.
2. A group of 24 mercenaries departed 24 August from Baudouinvillie in 4 small boats fitted with outboard motors, without carrying any signals equipment. A second group of 17 left for Albertville, by road, from Kapona the same night. The joint attack was planned for 0700 hours 25 August.
3. From then on things went wrong. In Kamipini on 26 August I met a worried Vice-Consul Guillot who related that the road party appeared to have been held up by vehicle trouble, the lake expedition by heavy seas. There was, however, no radio contact with or between the groups, and the four boats could not be located from the air.
4. In the early hours of 27 August, the road column decided to go it alone and entered Albertville, but meeting fierce machine-gun fire were forced to beat a hasty retreat towards Kapona with 5 mercenaries wounded. They reported having killed about 40 rebels. The four boats had been spotted at a lakeside village, south of Albertville. These have now been ordered to return to base.

Air support was given by Kamina and Kamipini-based aircraft over 3-4 days. Much to the surprise of the operation's organizers, six armoured vehicles were detected around Albertville airport, providing easy targets.

5. It is now recognised the whole enterprise was foolhardy and ill-prepared and has left the prospective Albertville evacuees in a much worse position than previously. The commander of the land party is reported to have declared that a full battalion was required to capture the town.

6. Manono and Kabalo Front - A thrust was made against Manono by ANC troops and Police on 22 August. Meeting resistance in the town outskirts, the troops withdrew towards Mitwaba.

Kabalo airfield which was to be built up as a base, was again attacked by rebels on 23 August and aircraft was warned not to land. These attacks have been withstood.

7. Mercenaries - According to reliable reports, later substantiated by public statements abroad, about 200 mercenaries have been recruited for service in the Congo, the majority being South Africans. The first contingent of about 60 arrived at Kamina Base on 21 August in a Rhodesian Airways DC-4. A second and third contingent are expected during the coming week. The leading figures of the mercenary corps are two Majors Puren and Hoare; the latter commanded the lake party on the Albertville expedition.

B - KATANGA ORIENTAL AND LUALABA

8. Presidential Travels - President Bulundwe has now been absent in Leopoldville, where he was called for consultation on 19 August, for more than a week. In his absence, Economic Affairs Minister Kibwe is acting President.

Lualaba Provincial President Diur left for Leopoldville on 26 August.

9. Vehicles for the Police - With a view to increase police efficiency, the Police of Katanga Oriental has this week received 6 Willys Jeeps from American sources. The hand-over to the Police of 10 vehicles from ONUC surplus stocks has not yet been effected. I have, on several occasions, requested Provincial authorities to provide the written engagement to pay, against which the vehicles would be delivered. Mr. Kibwe informed me on 27 August he would supply the document immediately, but stating this should commit the Central Government (sic) to pay for the vehicles.

10. Baudouinville Relief Operation - On 26 August I paid a visit to Baudouinville and Kamipini. With me in the UN Otter aircraft were Provincial Social Affairs Minister, Mr. Kalunga, Assembly Member for the Baudouinville area, Mr. Lyonze, and U.S. Consul Mr. Tienken.

My report with recommendations from this visit is contained in cable TAB/ELLEO 122.

C - PARTY POLITICS

11. MPA Policy Statement - A dissident voice in the press chorus of praise for Central Government policies was raised by the publication on 22 August of an MPA memorandum, previously delivered to the Government and the President of the Republic by MPA spokesman Mr. Kasakula.

In the memorandum the MPA advocates a negotiated settlement with the leaders of the CNL rebellion, a settlement to be staged as follows :

- a) truce agreement with the CNL;
- b) Government to refrain from appealing for military assistance from any quarter;
- c) preparations for immediate elections with general census of population and guaranteed liberty for each party to conduct its electoral campaign;
- d) general elections.

12. MPA on Expulsions - In a public message to the Prime Minister, MPA spokesman Mr. Kimba expresses "anxiety" at the Government's determination to confiscate the property of and to expel all Burundi, Mali and Congo citizens and asks the Prime Minister to reconsider this decision in the interest of human rights and Congolese subjects abroad.

The MPA message provoked a vigorous retort from Mr. Kibwe, Conakat Vice-President, who issued a statement on behalf of the Conakat, expressing full support for the Government's measure.

About 80 Mali and Congo citizens are still in detention here awaiting Government transport to Leopoldville, from where they will be sent over the river.

D - SUNDRY

13. Evacuation of Dependents - TAB Personnel - The first families, numbering 23 women and children to be repatriated under the current evacuation plan, will leave Elisabethville during the week-end 29-30 August.

Practically all the WHO doctors, one WMO expert and one Customs expert have opted for signing a document exonerating the Organization and the Special Agencies from all responsibility in respect to their dependents.

... / ...

14. Forced Landing by UN Otter - The UN Otter aircraft, placed at the disposal of this field station, on 27 August made a forced landing after engine failure on pasture ground, 40 kms west of Pepa in the Baudouinville area. The crew was unharmed and the aircraft undamaged.

The Otter was returning from a mission to Baudouinville, but had deviated from the flight plan and flown to Kansimba (100 kms west Baudouinville) to pick up a badly wounded mercenary, a casualty from the Albertville operation.

15. The Otter's Mayday message at 15.06 hours LT, picked up by a military aircraft, was relayed to the Elisabethville air control tower only 2 hours later. A rescue aircraft was sent out from Elisabethville at first light the following day. Available aircraft in Kamina, Kamipini and Elisabethville were standing by to participate in the search, when information was radioed from Pepa that the crew had arrived there on foot, after a night-long walk, with Congolese villagers carrying the wounded mercenary on a stretcher.



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

TAB/ELI - 44
BB/do

CONFIDENTIAL

22 Augst 1964

FORGE

To Mr. B.F.Osorio-Tafall, Officer-in-Charge, Leopoldville
From B.Bernander, Civilian Affairs Officer, Elisabethville
Subject WEEKLY REPORT No. 64 (14-21 August 1964)

Bernander

A - THE REBELLION -

1. Kabalo-Albertville - The river-rail junction of Kabalo was reoccupied on 16 August by ANC troops, who did not encounter any rebel resistance.

There have been no further troop movements in the area since that date, pending a build-up for a new offensive against Albertville. A tactical air base, comprising fighter aircraft, helicopters and C-47s, has been constituted at Kabalo for future operations.

2. Refugees reaching Bujumbura by boat from Albertville on 14 August have reported that a reign of terror by Jeunesses prevails in the town since 11 August. Rebel authorities have disappeared or are no longer in control.

The reports say the situation is assuming proportions of a catastrophe: shops have been systematically pillaged, missions looted. Two white fathers are confirmed to have been killed and 13 other Europeans hospitalised. Two local chiefs of the Batabwa and Bahemba tribes are reported to have been assassinated.

3. Mitwaba - Manono - This front has been quiet during the week. ANC troops in the area have decided large quantities of ammunition are needed for the attack; these were dispatched from Elisabethville on 19 August.

Belgian Vice-Consul Guillot on 14-15 August made a reconnaissance trip by road as far as 5 kms south of Manono, at which point his police escort refused to proceed further. He reported all villages abandoned between Mitwaba and Manono.

• 1910-1911

871142 •

• The following information is being furnished to you in confidence:

SE 1950-51 LOT 14000 OBSERVATIONS.

1. KSPITO-VI99LMJIT0 - JMS 01A04-1817 INQUIRY ON 01A04-1817 180000 DTG

VERIFICATION

(78-10000A 12-A) FD-302 (Rev. 1-25-60)

'REBUNGE' STAFF IN VISITING OFFICE: SITTING DOWN

RECEIVED - 1964-10-10

INDEX

100 - 11/19/57

4. Baudouinville - Further progression was made by Police and ANC forces towards Kapona, about 100 kms west of Baudouinville; the former locality was occupied on 17 August after an engagement with a 40-man strong rebel group. At week's end the Police had advanced to a point about 25 kms north of Kapona on the Albertville road.

5. Security - TAB Personnel - The reaction of TAB personnel in Elisabethville to the Secretary General's order to evacuate dependents has been one of surprise and very reluctant acceptance. The reasons for this attitude are set forth in my code cable to you TAB/ELLEO 97.

Having learnt of the order, two local consuls expressed to me their view that, in the present political context, compulsory evacuation from Elisabethville was premature and contrasting with the advice they give their own nationals, who are encouraged to stay and to weather the present difficulties.

B - KATANGA ORIENTAL, LUALABA, NORTH KATANGA

6. President Bulundwe to Leopoldville - President Bulundwe was called to Leopoldville at short notice on 19 August for consultations together with Inspector Sapwe of the Provincial Police.

7. Relief for Baudouinville - President Bulundwe effusively welcomed my announcement to him about the planned UN/US and Government sponsored relief operation for the Baudouinville area. The action was well publicized by a presidential radio and press statement, describing the operation and giving ample credit to the United Nations; press coverage was also given to the arrival of the supply-loaded C-130, met at the Elisabethville air-port by the President, General Bobozo, Police Inspector Sapwe, the US Consul and myself.

The last DC-3, shuttling supplies from Kamina to Kamipini (60 kms south Baudouinville) arrived in Kamipini on 21 August. The distribution of supplies in Baudouinville commenced the same day. The UN team of experts are now studying conditions on the spot in order to submit their various recommendations.

It is already evident that their main problem is the absence of transport locally. Unless a solution is found, the execution of rehabilitation and public works projects will be seriously jeopardized.

8. Raids, Searches and Controls - On two occasions this week the Elisabethville Administration and Police have affected extensive identity controls and searches to round up offenders and suspect residents, resulting in 600 arrests on 18 August, and 1200 arrests on 20 August, of people who were for the most part freed against fines.

In addition, nationals of Burundi, Mali and Congo Brazzaville were warned in a presidential communiqué on 21 August that authorities would proceed immediately with their arrest and subsequent expulsion. Elisabethville has consequently lost an element of its city-life: the market souvenir traders of Mali and Senegalese origin have all disappeared; pending expulsion they have been detained in the local mosque.

9. Press Opinion - It goes without saying that the local press has come out in strong support of the Prime Minister's denunciations of China's, Burundi's and Brazzaville's alleged assistance to the rebels, his action against nationals of the two latter countries and requests for stepped-up US and Belgian military aid. The approval is vociferous for ending all conciliatory approach in favour of the policy of repression by force.

10. The Elisabethville newspaper "L'Echo du Katanga", purchased after the Katanga secession by Presse Congolaise, now appears under the new name "La Dépêche" with improved presentation on the lines of "Le Progrès", owned by the same interests. In its opening editorial, "La Dépêche" pledges support to the present Central Government.

11. Burglaries - Following a burglary at the Portuguese Consul's residence, the Elisabethville Consular Corps on 20 August made a common representation to Acting President Kibwe about the general lack of security in regard to thefts and burglaries in Elisabethville since 6 weeks. It was stressed at the meeting that the Police was in need of more transport and radio equipment for an efficient discharge of its duties .

12. North Katanga Provincial Assembly - The Assembly Vice-President, Mr. Kayombo, has issued a call to all members to gather in Kamina by 20 August in preparation for an extraordinary session of the Assembly. The purpose of the meeting would^{be} to decide in the conflict that has arisen about the designation of Mr. Mukalay as Interim Provincial Governor.

13. High-Light of the Week - Under the heading of "Quel Scandale" the "Essor du Katanga" (21 August) announced the arrest of Mr. Mutaka, Minister of Energy and Mines, ordered by his colleague, Acting President Kibwe. The reason : "Profitant de l'absence des Maliens enfermés dans la mosquée, le Ministre Mutaka se serait emparé d'une des femmes abandonnées par leurs maris" . "Quel scandale", the paper exclaims, "dans ce Congo, on aura tout vu" .

Mr. Mutaka acted promptly, entered the newspaper office with a detachment of his "police des mines", stopped the presses and forced the printer at gun-point to remove the obnoxious article.

The State Prosecutor was alerted, arrived on the spot and ordered the disarming and detention of Mr. Mutaka's policemen.

The paper next day made half an excuse, stating that the ladies were in real fact Nigerians, wives of a local Nigerian resident, who had complained to one of the paper's reporters .

BFOT/dmp

BAT/369/64

Le 21 août 1964

A: Dr. A. Bellerive, Représentant de l'OMS
DE: B.F. Osorio-Tafall, Représentant résident
du BAT
OBJET: Télégramme du Dr. Ortlieb, Elisabethville

Je me réfère à votre memorandum concernant
... le Dr. Ortlieb et je vous prie de trouver ci-
joint une copie du télégramme envoyé hier à
notre représentant à Elisabethville, M. B.
Bernander.

WORLD HEALTH
ORGANIZATION



ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTÉ

B. P. 1899
LEOPOLDVILLE
République du Congo
Adresse Télégraphique : Unisanté, Léopoldville

SAUN

memo
Please send to
Dr Bellerive copy of our
cable to Bismarck of
last night on evacuation
marked "ref."
Your memo.
Dr Ortlieb
on
message

A : Mr Osorio-Tafall, Résident Représentant du BAT
ONUC/Royal
De : Dr A. Bellerive, Représentant en Chef de l'OMS
Sujet : Télégramme du Dr Ortlieb, Elisabethville

9 21/1/58

... Faisant suite à notre conversation de ce matin je vous
fais parvenir sous ce couvert la copie du cable reçu du
Dr Ortlieb, conseiller de zone à Elisabethville.

Personnellement je trouve qu'on devrait faire droit à
cette requête mais je ne veux prendre aucune décision avant
d'avoir votre accord.

... Annexe : copie de cable

ELILEO 121 SSS ELISABETHVILLE 64/61 19 0700Z ;

ETATPRIORITE 1964 AUG 19 15 07 13

CMS

O.N.U.C.

LEOPOLDVILLE ;

UNCLAS ELOMS 78 - BELLERIVE DE ORTLIEF - TOUS LEO MEDECINS DE LA
ZONE TOUCHES JUSQUA PRESENT DEMANDENT A GARDER LEURS FAMILLES.
EN RAISON CALME SITUATION LOCALE ET POSSIBILITES DE VACUATION
FACILE ET RAPIDE SUR LA RHODESIE EN CAS D'URGENCE VOUS DEMANDE
DONC INTERVENIR AUPRES DE TAE ;

P2/12/11 ;

LEO POUR QUE DECISION RAPATRIEMENT FAMILLES SOIT RAPPORTEE JUSQUA
NOUVEL ORDER ;

COL ETATPRIORITE ELOMS 78 "

Instruction *stand*

*1. Families with children
wife alone*

*2. This order should be carried out
because we have pass. of day it*

*3. if they choose not to comply
+ stay + situation deteriorates this
will be their responsibility*

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

BAT/321/64

18 August 1964

TO: Mr. B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative

FROM: James R. Brooks, Deputy Resident Representative

SUBJECT: Conversation with Mr. Bernander - Elisabethville

Mr. Bernander reported by radio today that the C-130 arrived at Elisabethville and stayed one hour at the airport. The plane was met by the Provincial President and other authorities. An ANC officer boarded for Kamina, and hand tools, implements, and one ton of salt were loaded. All went smoothly.

Mr. Bernander stated the following arrangements had been made:

- (1) A Beechcraft took one doctor to Baudouinville on the 17th;
- (2) The District Commissioner, designated by the Elisabethville authorities, is already in Baudouinville;
- (3) Radio contact is maintained with a cattle ranch at Kamupini for the Kamupini area;
- (4) An ANC officer and two men will escort the supplies and UN experts to Kamupini;
- (5) A police escort will be at Kamupini to meet the plane.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

TAB/ELI - 27

BB/do

15 August 1964

CONFIDENTIAL

To Mr. B.F.Osorio-Tafall, Officer-in-Charge, Leopoldville
From B.Bernander, Civilian Affairs Officer, Elisabethville
Subject WEEKLY REPORT No. 63 (8-14 August 1964)

A - THE REBELLION

1. Manono-Mitwaba Front - It seems now established that, although Manono was wholly evacuated during the days 4-6 August, rebel elements only entered the town 4 days later. Police patrols visited Manono on two occasions in the meantime, reporting that the town was still unoccupied but that there had been extensive looting by the local population.

The Geomines, however, declined to send any personnel back to Manono unless the ANC reoccupied the town with the determination to stay.

2. On 11 August a fighter-aircraft from Kamina reported that the Manono airfield had been blocked by drums. While flying over the southgoing road, 35 kms from Manono, the aircraft was fired at from a truck, which was strafed and immobilized. According to ANC sources, there were exchanges of fire between ANC patrols and rebels the following day at a distance of about 60 kms from Manono.

3. About 50 ex-gendarmes, who had been sent up to the Mitwaba area to stage an offensive against Manono, returned to Jadotville 11 August. This gave rise to a rumour that Mitwaba had fallen, which caused considerable disquiet in Elisabethville. According to Police Inspector Sapwe, the return of the gendarmes had been provoked by the refusal of the ANC unit to provide them with proper arms. He stated two platoons of the Jadotville police was in control as far as the provincial border, 60 kms north of Mitwaba. Moreover there were 100 ANC troops in the area.

4. Baudouinville - The police reports that about 200 mulelists were killed during the recapture of Baudouinville-Moba, and this is confirmed by independent witnesses, European traders who returned to Moba to see what was left of their belongings.

... / ...

*** see page -3-
The Mulelists were trapped at Moba on the lake shore by the police advance and unmercifully butchered *** only three prisoners were taken. Identity papers showed the mulelists were all intruders, "the majority tutsis from Burundi". The Congolese among them were mainly Warega and Babembe from the Fizi area, the report states.

5. Prior to their defeat the rebels had looted and ravaged every building in Baudouinville and Moba. About 800 thatched township dwellings have been burned to the ground. More than 40 civilians were reported to have been killed and several European missionaries badly maltreated.

6. Kamina-Kabongo - Since the reoccupation of Kabongo on 7 August, this sector has been quiet. According to a Belgian consular source, ANC troops in the area received orders on 11 August to proceed towards Kabalo.

7. ANC reticence - In this connection I would like to point out that it is well-nigh impossible to get official information from the ANC on military operations, very understandably so. When asked about the situation in Kamina by the new American Consul, Mr. A Tienken, General Bobozo replied: "I don't discuss military matters with journalists and diplomats".

My best source on ANC operations remains Belgian Vice-Consul, Mr. R. Guillot, who is on very good terms with General Bobozo, in spite of all the official warnings to the "local diplomatic corps" (read Mr. Guillot) not to make any statements to the press on the military situation.

8. Security TAB Personnel - I have called a meeting 15 August with all Senior Experts to discuss and settle points of detail within the framework of evacuation plans outlined on the military situation.

... I have submitted for the careful consideration of all experts the possibility of advanced repatriation of dependents (see attached circular).

B - KATANGA ORIENTAL, LUALABA, NORTH KATANGA

9. Kolwezi Conference - A conference comprising members of the Katanga Oriental and Lualaba Governments and four North Katanga Provincial Ministers was held in Kolwezi 8-10 August under the chairmanship of Governor Diur. The object of the conference was to consider measures to help North Katanga authorities resume control of the lost province.

After two days of deliberations in camera, it was difficult to say what support the North Katanga authorities would get, apart from moral encouragement and a recommendation that they should as soon as possible return to Kamina. A special train was planned for 11 August.

... / ...

10. The most ostensible result of the conference was the emergence of a conflict between North Katanga ministers and the Assembly Vice-President, Mr.Kayombo, concerning the appointment of Mr.Léonard Mukalay as interim Provincial Governor. The Assembly vice-president claims Mr.Mukalay's nomination is illegal, and that only the provincial assembly can constitutionally decide on the election of the Governor.

*** see page -2-, second line:

*** including 35 late-comers, who arrived in Baudouinvillle in the evening 8 August. An ANC lieutenant was speared on this occasion; casualties among the police seem otherwise to have been insignificant.

ROUTING SLIP

TO

Mr. Gorge

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

As spoken -

*for your
action*

DATE

13/11/11

FROM

Paund

ACTION
CIVILIAN MILITARY
TAB
ITU

C2

OR G 1301/3 Eville

AUG 13 1964
ACTION

TO: Mr. Skjunders
☐ Action Completed
☐ Acknowledged
☐ Action Required

19 AUG 1964
DELIVERED TO:
MAILS
P.X.
I.T.U.
WELFARE

ELILEO 84 FFF ELISABETHVILLE 141/139 13 14102 P1/53/51 ;

ETAT

TAB

LEOPOLDVILLE ;

TAB/ELLEO 83

OSORIO TAFALL SAUNDERS TEDROS FROM BERNANDER FURTHER MY TAB/ELLEO
80 FOLLOWING ACCIDENT PROVOKING DEATH OF A CYCLIST CONGOLESE
PROSECUTOR AND POLICE COMMISSIONER ASKED LIAUDET BE MADE AVAIL-
ABLE FOR ENQUIRY. THIS WAS CONCEDED. IN EARLY EVENING LEARNT
PROSECUTOR HAD SIGNED WARRANT FOR LIAUDETS DETENTION. ;

P2;

CONTACTED STATE PROSECUTOR MOISE DRAWING HIS ATTENTION
ARREST CONTRARY UN STATUS AGREEMENT . LATTER PROMISED WOULD
OBTAIN LIAUDETS RELEASE TODAY IN THE MORNING AS HE WAS UNABLE
CONTACT PROSECUTOR THAT EVENING. THROUGH SWISS CONSULS
SERVICES LIAUDET PROVIDED WITH FOOD AND BLANKETS FOR OVERNIGHT
STAY AT COMMISSARIAT. HE WAS RELEASED;

P3/38;

TODAY AT 1500 HRS AGAINST MY GUARANTEE HE WOULD NOT DEFECT
AND BE AVAILABLE FOR ANY FURTHER ENQUIRIES. PARA LIAUDET
RECEIVED OPEN WOUND RIGHT CHEEK WHICH WAS IMMEDIATELY
STICHED. WILL SUBMIT FULL REPORT BY POUCH"

COLL 83 80 1500"

ROUTING SLIP

TO

Mr. Jorge

APPROVAL

SEE ME, PLEASE

YOUR SIGNATURE

NOTE AND FILE

NOTE AND RETURN

YOUR COMMENTS

YOUR INFORMATION

FOR ACTION

copy also sent
to Mr. Mortensen
for action re
insurance

DATE

13 August

FROM

C. J. Danvers

→ ORG 130113 Eville
INFO. COPY

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
ITU	

C 2

Action To <u>Mr. Saunders</u>
File No.

Mr. Caspary

AHEAD..

79 SSS EVILLE 30/29 12 1430z

ETATPRIORITE

TAB

LEO = LEO

TAB/EL 80 SAUNDERS FROM BERNANDER. ITU EXPERT LIAUDET
TODAY INVOLVED IN AN ACCIDENT WITH HIS JEEP CAUSING DEATH
OF CONGOLESE CYCLIST. WILL CABLE DETAILS SOONEST+

T.O.R.

12.8 1964

1445Z LOC..



RECORDED BY		DELIVERED TO:	
S.R.S.			
CIVILIAN	✓		
C.A.			
C.H.			
C.P.O.			
C.F.O.			
C.P.O.			
C.G.S.	✓ (24B)		
MILITARY			